Le projet d’imposer la carte d’identité fait débat au Royaume-Uni

02/01/2017 à 15h08

L’introduction de ce document fait suite à un scandale lors de l’élection du premier maire musulman d’un district du Grand Londres.



Les Britanniques n’ont pas de carte d’identité. Même après les attentats de 2005 à Londres, le gouvernement n’a jamais pu en introduire l’usage, jugé attentatoire aux libertés individuelles. Aussi le projet de Downing Street d’imposer un contrôle d’identité à l’entrée des bureaux de vote suscite-t-il la polémique, d’autant plus vivement que l’idée va d’abord être testée dans dix-huit zones jugées « vulnérables » à la fraude sous prétexte qu’elles sont habitées largement par une population issue de l’immigration.

La mesure, qui doit être expérimentée aux élections locales de 2018, consiste à exiger la présentation d’une preuve d’identification (permis de conduire, passeport où éventuellement facture d’électricité) avant le passage dans l’isoloir. Elle est la conséquence directe du scandale de Tower Hamlets, un quartier de l’est de Londres dont le maire, à l’époque le premier musulman élu à cette fonction au Royaume-Uni, a été destitué en 2015 après avoir acheté le vote de ses coreligionnaires et mis sur place une « usine à vote postal ». Lutfur Rahman, exclu du Labour pour ses liens avec des groupes islamistes, avait été élu en 2014 sous l’étiquette d’« indépendant ». La Haute Cour de Londres l’a condamné l’année suivante pour « corruption, favoritisme et abus de pouvoir ».

Le rapport commandité par le gouvernement de David Cameron après ce scandale, et publié en août 2016, a établi

l’existence de « *pressions sur des membres vulnérables de certaines communautés ethniques minoritaires, en particulier des femmes et des jeunes, pour qu’ils votent selon le désir des aînés, en particulier dans des quartiers où vivent des personnes d’origine pakistanaise ou bangladaise* ». Son auteur, l’ancien ministre conservateur Eric Pickles, a aussi déploré que les autorités locales, la police en particulier, n’aient pas agi de crainte d’être accusées d’islamophobie ou de racisme.
(…) Le Monde